

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

EDMOND MICHEL

La réparation des dommages de guerre

Journal de la société statistique de Paris, tome 64 (1923), p. 212-234

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1923__64__212_0

© Société de statistique de Paris, 1923, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques
<http://www.numdam.org/>

II

LA

RÉPARATION DES DOMMAGES DE GUERRE

CONTRIBUTION A L'ÉTUDE DES DOMMAGES DE GUERRE

(Fin) (1)

Dans les chiffres des années 1913 et 1920 les dix départements des régions dévastées entrent pour :

Années	Établisse- ments en activité	Personnel ouvrier	Production annuelle (en milliers de tonnes)			
	Fer, fonte, acier	Fer, fonte, acier	Fonte	Fer et acier soudés, pro- duits finis	Acier fondu produits ouvrés	Acier fondu produits finis
1913						
Nord	27	26.404	650	178	1.107	841
Pas-de-Calais	4	3.250	263	»	168	102
Meurthe-et-Moselle	25	28.878	3.493	13	2.588	1.026
Autres départements	33	6.565	»	76	225	261
TOTAL	89	65.097	4.426	267	4.088	2.230
1920						
Nord	7	7.352	»	10	58	60
Pas-de-Calais	3	4.180	165	»	92	70
Meurthe-et-Moselle	17	16.789	1.048	»	538	162
Autres départements	10	2.482	»	4	49	66
TOTAL	37	30.803	1.213	14	737	358

NOTA. — Les données 1920-1921 sont provisoires, la publication des statistiques officielles du Service des Mines s'arrête actuellement à 1919.

(1) Voir les numéros de mars, avril et mai 1923.

Tandis que les grandes usines du Nord ont été complètement rasées, la destruction allemande n'a pas eu le temps de s'exercer avec la même rage en Meurthe-et-Moselle. Grâce à l'activité des travaux de restauration des maîtres de forges, un premier haut fourneau a pu y être rallumé le 16 mai 1919; 4 fonctionnaient le 1^{er} juillet 1919 et 9 à la fin de la même année; 12 autres appareils étaient en outre remis en activité pendant le premier semestre 1920.

Il y a lieu de remarquer que la remise en état des hauts fourneaux a suivi un progrès beaucoup plus rapide que la reprise de la production et que les hauts fourneaux n'ont pu être remis à feu au fur et à mesure qu'ils étaient reconstruits, en raison d'abord de l'insuffisance des disponibilités de combustibles et ensuite de la crise économique, qui a porté un coup à l'activité de la métallurgie, « car depuis le 2^e semestre de 1920, la sidérurgie du vieux « monde a traversé la crise la plus aiguë qu'elle ait connue (1) ».

La reprise du travail dans les aciéries de Meurthe-et-Moselle a été moins rapide; les travaux de restauration de toutes natures nécessaires pour reconstruire les appareils producteurs d'acier et les appareils destinés à l'aménagement du métal demandaient en effet un outillage plus complet que dans le cas des usines productrices de fonte. Cet outillage avait, en outre, par sa nature, plus particulièrement souffert des destructions ennemies. C'est ainsi que 19 aciéries de Meurthe-et-Moselle n'ont pu guère produire que 6.000 tonnes de métal.

La production de la fonte n'a pas encore repris dans le Nord, mais ce sera bientôt un fait acquis, étant donné que 5 hauts fourneaux viennent d'y être terminés et doivent être remis en activité dans les premiers mois de 1923.

*
* *

Industries textiles

Les industries textiles qui figurent parmi les plus anciennes et les plus importantes de nos activités nationales ont été parmi les industries françaises des dix départements envahis une des plus atteintes par l'occupation allemande ou par les divers événements de guerre.

Ces industries comprennent le peignage, la filature, le retordage, le tissage et la teinture des étoffes, la fabrication de tous les dérivés (broderies, dentelles, etc.) et enfin les tapis, sacs, etc. Elles se divisent en six classes principales : le coton, la laine, la soie, le lin, le chanvre et le jute.

Nous allons essayer brièvement de vous exposer l'importance comparative des industries textiles et les dégâts occasionnés au cours de la guerre.

(1) Rapport présenté à l'assemblée générale de la Chambre syndicale française des Mines métalliques (20 décembre 1921).

En 1914, il existait :

TABLEAU N° 20 (1)

GROUPES	ENSEMBLE DE LA FRANCE		RÉGIONS ENVAHIES OU DÉVASTÉES			
	Nombre		Nombre		Proportion de destruction	
	de broches (2)	de métiers (2)	de broches (2)	de métiers	broches	métiers
Filatures et tissages de coton.....	F 7.601.000 R 1.113.000	M 141.860 B 27.800	F 3.100.000 R 987.000	M 22.000 B 3.000	95 88	90 100
Filatures et tissages de laine :						
Peigneuses.....	"	2.500		2.500	"	100
Laine peignée.....	2.500.000	M 70.000	2.500.000	M 56.300	67	
Laine cardée.....	712.400	B 10.000		B 10.000 (5)	"	62
Filatures de lin, chanvre, jute....	641.400	(4)	580.000	M 20.000	95	40 en totalité
Tissage de la toile.....	"	M 22.700 B 20.000	"	B 12.000 (3)	"	50 en partie 100

(1) D'après les documents statistiques de l'union des Syndicats patronaux des industries textiles, du Syndicat général de l'industrie cotonnière et du Comité central de la laine.
(2) M métiers mécaniques, B métiers à bras, F broches à filer, R broches à retordre.
(3) Toile et coton.
(4) Les documents en notre possession ne permettent pas d'avoir des chiffres précis à ce sujet, d'autant plus qu'un certain nombre de métiers ont un usage commun.
(5) Non compris métiers à tapis, etc.

La moyenne quinquennale (1909-1913) des importations de matières premières nécessaires aux diverses industries françaises s'élevait à 4.548.588.000 francs, dont en matières textiles 1.731.931.000 francs, soit 38 %. (De ce chiffre, il y a lieu de déduire nos exportations de matières premières textiles, soit 635.200.000, pour avoir le chiffre net des importations.)

Les exportations de produits fabriqués textiles pour la même période s'élevaient à 1.117.656.000 sur un total général des exportations de produits fabriqués de 3.154.015.000, soit 35,44 %.

Sur l'ensemble des exportations qui s'élevaient à 6.324.303.000, la proportion des exportations de matières premières textiles, des produits fabriqués textiles et des vêtements s'élevait à 30,85 %.

D'après les recensements, la population des industries textiles s'élevait en 1901 à 830.994, en 1906 à 842.165, en 1911 à 804.711, non compris les industries de transformation, savoir :

TABEAU n° 21 — Industries textiles (population active)

Départements	Personnel employé en 1911				Autres
	Total	Fileurs, etc.	Tisseurs, etc.	Brodeurs, dentelliers, tullistes, etc.	
Nord	177.739	77.740	73.357	8.677	17.965
Pas-de-Calais	19.753	3.411	2.265	12.764	1.313
Somme	32.699	6.312	17.239	278	8.870
Oise.	5.335	1.367	1.997	323	1.648
Aisne	25.472	3.499	12.072	8.010	1.891
Marne.	11.085	2.634	5.445	311	2.695
Ardennes	5.541	2.571	2.244	129	597
Meuse.	2.783	351	86	1.925	421
Meurthe-et-Moselle	16.046	1.907	1.958	11.307	874
Vosges	60.619	12.492	25.784	18.790	3.553
Totaux	357.072	112.284	142.447	62.514	39.827
France entière	804.711	220.948	295.694	146.429	141.640
Soit pour les départements envahis	44,3 %	50,8 %	48,1 %	42,8 %	28,1 %

TABEAU n° 22 — Filatures de coton en France (1914)

Régions	Broches à filer	Broches à retordre	Métiers mécaniques	Métiers à bras	Machines à imprimer
Vosges, Meurthe-et-Moselle, Haute-Saône, Doubs, territoire de Bel-fort.	3.030.000	110.000	68.000	»	30
Nord, Somme, Aisne	2.736.000	877.000	14.500	3.000	»
Normandie, Mayenne, Eure-et-Loir	1.485.000	96.000	31.470	1.000	72
Loire, Rhône	350.000	30.000	26.090	23.800	7
Région du Midi	»	»	1.880	»	3
Totaux	7.601.000	1.113.000	141.860	27.800	112

En 1913, on évaluait qu'il existait dans le monde entier 144.704.012 broches de filatures de coton : Grande-Bretagne 55.971.501, Allemagne 11 millions 404.944 broches et 210.000 métiers, etc.

Par suite du retour à la France des départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, on peut évaluer à 1.900.000 broches de filature (soit 25 %), 110.000 broches à retordre (soit 10 %), 40.000 métiers à tisser (soit 28 %) et 156 machines à imprimer (soit 140 %) l'augmentation du matériel industriel de ce groupe textile.

En 1922, on comptait dans le monde entier : 153.657.680 broches et 2.814.570 métiers à tisser, dont 56.420.078 broches et 790.000 métiers pour la Grande-Bretagne, 9.600.000 broches et 180.560 métiers pour la France, 9.400.000 broches et 190.200 métiers pour l'Allemagne, etc., occupant un personnel ouvrier de :

630.000 pour la Grande-Bretagne,
275.000 pour l'Allemagne,
196.650 pour la France,
etc.

L'industrie cotonnière française alimente la France et ses colonies, mais, avant-guerre, elle ne pouvait lutter de pair avec l'Angleterre pour la raison

qu'elle payait à des prix plus élevés tous les matériaux de construction, les machines et les fournitures industrielles, notamment le charbon; d'ailleurs, dans les cinq années qui avaient précédé la guerre, cette industrie avait souffert de la surproduction, notamment en filature.

Les dommages subis par l'industrie cotonnière concernent :

2.946.000 broches à filer,
877.000 broches à retordre,
19.500 métiers.

(en outre 300.000 broches à filer sur les 1.900.000 d'Alsace).

Ils se répartissent comme suit :

Rayon de Lille : 100 % des broches à filer; 100 % des broches à retordre.
— *Région Roubaix-Tourcoing* : 100 % des broches à filer; 100 % des broches à retordre. — *Région de Saint-Quentin* : 100 % des broches à filer; 100 % des métiers à tisser mécaniques. — *Région des Vosges* : 6 % des broches à filer; 13,23 % des métiers à tisser mécaniques. — *Région d'Alsace* : 15,78 % des broches à filer; 17,5 % des métiers à tisser mécaniques.

Le Syndicat de l'Industrie cotonnière évalue les dommages au chiffre total de 336 millions de francs (valeur 1914), savoir :

Outillage..... 39,6 %
Bâtiments..... 11,7 %
Marchandises 49,7 %

1° Filatures : Actuellement on compte en activité :

Région de Lille.....	1.316.000 broches, soit 92 % des broches sinistrées,
Région Roubaix-Tourcoing-Armentières.	1.190.000 — soit 97 % —
Vosges.....	130.000 — soit 70 % —
Alsace.....	190.000 — soit 63 % —

2° Tissages :

Nord.....	3.500 métiers soit 100 % des métiers sinistrés,
Vosges.....	5.000 — 55 % —
Saint-Quentin....	4.000 — 66 % —
Alsace.....	2.200 — 31 % —

Dans l'ensemble de la France, la production cotonnière atteint 80 % de la production d'avant-guerre.

TABLEAU n° 23 — Filatures de laine peignée en France en 1910.

Régions	Production	Valeur en francs	Nombre de broches	
			à filer	à retordre
Fourmies, Cambrésis,				
Avesnes, Aisne.	22.805.000	159.635.000	912.210	80.000
Roubaix	7.716.600	54.016.000	308.664	100.550
Tourcoing.	11.894.600	83.262.000	475.786	133.414
Seine-Inf., Eure	159.000	1.113.000	6.300	»
Somme, Pas-de-Calais.	2.600.000	18.200.000	104.000	26.000
Marne	3.800.000	26.600.000	152.000	13.000
Belfort	392.400	2.747.000	15.696	10.948
Autres départements .	562.000	3.934.000	22.480	4.500
Totaux , . . .	49.929.000	349.507.000	1.997.196	368.412

En 1910 : 2.365.608
En 1914 : 2.500.000 environ

Filatures de laine cardée.

Régions	Production	Valeur en francs	Nombre de broches	
			à filer	à retordre
Fourmies, Cambrésis,				
Avesnes, Aisne. . .	480.000	1.920.000	12.000	»
Roubaix, Tourcoing .	5.600.000	22.400.000	140.000	»
Ardennes	5.250.000	28.875.000	105.000	1.000
Seine-Inf., Eure. . .	5.825.000	32.037.000	116.489	14.306
Somme	137.000	754.000	2.750	»
Marne	2.160.000	8.640.000	54.000	»
Belfort	154.000	614.000	3.840	400
Autres départements .	17.642.000	60 073.000	250.540	12.080
Totaux	37.248.000	155.313.000	684.619	27.786

En 1910-1914 : 712.405

L'industrie de la laine, qui transforme en moyenne par an 100 millions de kilogrammes de laine lavée à fond (dont 14 millions seulement proviennent de la tonte française), occupait 160.000 ouvriers.

Les établissements de peignage, qui comptent au total 2.500 peigneuses, ont tous été compris dans la zone envahie ou bombardée.

Les établissements de filature comprennent deux groupes : les filatures de laine peignée et les filatures de laine cardée. Sur les 50 millions de kilogrammes de laine peignée que produisaient annuellement ces établissements, les 9/10 étaient fournis par les régions de Fourmies, Avesnes, Cambrésis et Roubaix-Tourcoing. Or, le 26 août 1914, l'ennemi envahissait cette partie du territoire français et, dès janvier 1915, organisait l'évacuation des marchandises et du matériel industriel. Rien que dans la région de Fourmies, il fut permis de constater que dans 59 filatures utilisant 741.500 broches de filatures de laine, 654.000 étaient complètement détruites, soit 88 %; sur 16 tissages possédant 3.553 métiers, 100 %, c'est-à-dire la totalité, était détruite, etc. (1).

La production annuelle des filatures de laine cardée était évaluée à 37 millions de kilogrammes de fils et environ 50 % des broches se sont trouvées en territoire envahi ou à proximité des zones de bombardement.

Fin 1922, on comptait en activité :

TABLEAU n° 24

	Peigneuses		Filatures laine peignée		Filatures laine cardée	
	Usines	Peigneuses	Usines	Broches	Usines	Broches
Régions sinistrées	20	1.324	151	1.593.247	45	272.481
Territoire désannexé . . .	10	356	13	505.206	1	16.000
Autres départements	3	77	27	193.956	108	390.650
Totaux.	33	1.757	191	2.292.409	154	679.131

soit 72 % du nombre de broches en activité avant-guerre dans la région envahie.

(1) Rapport de M. Mariage, président du Syndicat des Filateurs de la Région de Fourmies.

Quant aux tissages de laine qui produisaient annuellement de 50 à 60 millions de kilogrammes de tissus (dont 1/7 exportés), on évaluait fin 1922 qu'à :

Dans les régions sinistrées..	213	usines et	38.443	métiers étaient en activité,
En territoire désannexé.....	42	—	6.623	— —
Autres départements.....	150	—	10.343	— —
Au total.....	405	—	55.409	— —

Plus 10.000 métiers à bras et 1.400 métiers à tapis, soit 68 % du nombre de métiers en activité avant-guerre dans la région envahie.

Les filatures de lin et de chanvre étaient presque totalement localisées dans la partie envahie du département du Nord et ont beaucoup souffert; le tissage était plus disséminé sur le territoire, mais les groupes Armentières, Lille, Halluin et le Cambrésis, qui représentaient la fabrication de tous les genres d'articles, ont été en grande partie détruits. Sur les 641.400 broches existantes, 581.384 étaient situées dans les régions dévastées : 75.000 furent volées, 280.000 détruites, 200.000 détériorées.

Au 1^{er} janvier 1919 il ne fonctionnait plus que 60.000 broches

—	1920	—	—	175.000	—
—	1921	—	—	241.490	—
Au 1 ^{er} octobre 1921	—	—	—	275.166	—
Au 1 ^{er} janvier 1923	—	—	—	370.000	—

(soit 58 % du nombre d'avant-guerre.)

Les industries du jute ont également souffert, mais, plus disséminées sur l'ensemble du territoire français, l'importance proportionnelle des dégâts a donc été moins élevée; il convient néanmoins de mentionner cette branche de l'industrie textile qui alimente environ 7.000 à 8.000 métiers; la presque totalité des fils fabriqués dans la région envahie étant employée par les tissages de la région pour la confection des tissus d'emballage.

Les industries de la soie qui représentent actuellement une valeur en production de plus de 2 milliards (dont 65 à 70 % est exporté) :

2.523 millions en 1920,
1.748 — en 1921,
2.218 — en 1922;

comprennent 15 groupes dont chacun représente une catégorie différente de production : passementerie, ornements d'église, mouchoirs et châles pour l'Orient, tissus de haute nouveauté; velours et peluches; tissus légers (crêpes et mousselines); tissus lourds (satin, sergés, armures); tissus unis teints en fil, tulle, filets cheveux, dentelles, tissus pour parapluies et ombrelles; tissus pour ameublements, tissus pour cravates. Ces industries sont surtout localisées dans la région lyonnaise (où d'ailleurs elles ont pris naissance vers 1466), mais néanmoins il existait quelques manufactures de soieries et un assez fort groupe d'industries annexes dans les régions envahies, qui, comme toutes les industries de cette fraction du territoire, eurent à souffrir du fait de guerre.

La production des tissages se répartit comme suit :

Région lyonnaise : 97 %; région stéphanoise : 2 %; région picarde 1 %.

Sur les 60.000 métiers mécaniques existant en France, la région lyonnaise en possède 40.633 (tissus de soie proprement dits); sur 30.000 métiers à bras : 17.270; 2.112, etc. Dans la région lyonnaise on compte également 2.500 métiers à tulle, 1.780 métiers de velours, 101.360 fuseaux de moulinage et 386.626 broches (filature et peignage de schappe). En ce qui concerne les bassines de filatures, les statistiques du syndicat des textiles indiquent pour la France : 2.759 fileuses de plus de 5 bouts; 5.107 fileuses de moins de 5 bouts, 2.943 pour accessoires; 407 noueuses.

Les industries annexes de la soie (tulle, rideaux, dentelles, guipures) formaient un groupe assez important en région envahie. Dans la zone Calais-Caudry, il existait : 2.923 métiers mécaniques à tulle et dentelles, 291 métiers à tulle uni grec, 700 à 750 métiers mécaniques à broder sur tulle; 429 métiers divers. On évalue que 311 métiers à tulle, 233 métiers à dentelles, 124 métiers à guipures furent complètement détruits; plus de 400 endommagés, etc.

Dans les autres industries annexes des textiles, on a constaté également des dommages importants : 1.200 métiers mécaniques à broder et 3.500 métiers à bras sinistrés; 5.000 métiers concernant la rubannerie, etc., il en fut de même pour la teinturerie, les apprêts, la blanchisserie, les fabriques de feutre, de passementeries, de bonneterie et les confections.

Ensemble des bâtiments industriels

Nous ne pouvons, du moins aujourd'hui, étudier séparément les autres groupes industriels, mais, pour donner une idée de l'avancement de la reconstitution industrielle, nous allons résumer les derniers renseignements connus (1).

Le nombre total d'usines sinistrées et pillées s'élève à environ 22.900, dont 87 % sont déjà reconstruites en tout ou en partie.

Sur ce nombre, 8.674 (2) occupaient plus de 10 ouvriers et 86 % d'entre elles sont actuellement remises en état ou en cours de réparation.

TABLEAUX

(1) Ces données, établies sur de nouvelles bases, ne sont pas aisément comparables à celles déjà citées; voir à ce sujet nos précédentes communications.

(2) Non compris les mines.

TABEAU n° 25 — Usines employant plus de dix ouvriers (1)

Départements	Reconstructions					Réparations				
	A recons-truire entièrement à l'armistice	Recons-truites au 1 ^{er} décembre 1921	En cours de recons-truction au 1 ^{er} décembre 1921	Recons-truites au 1 ^{er} décembre 1922	En cours de recons-truction au 1 ^{er} décembre 1922	A réparer à l'armistice	Repa-rees au 1 ^{er} décembre 1921	En cours de repa-ration au 1 ^{er} décembre 1921	Répa-rees au 1 ^{er} décembre 1922	En cours de repa-ration au 1 ^{er} décembre 1922
Aisne	1.623	224	782	952	176	640	230	137	350	162
Ardennes	94	58	36	76	18	551	414	137	502	49
Marne	114	30	79	70	41	198	63	89	106	46
Meurthe-et-Moselle	61	8	49	33	25	78	26	49	66	12
Meuse	34	10	24	14	20	94	39	54	58	36
Nord	989	618	313	931	58	2.158	1.422	581	2.056	102
Oise	122	22	97	42	77	115	82	31	95	18
Pas-de-Calais	345	91	25	105	40	302	127	17	149	32
Somme	502	108	255	185	226	597	230	289	287	247
Vosges	17	7	5	11	2	40	30	4	33	3
Totaux	3 901	1.176	1.665	2.419	683	4.773	2.663	1.388	3.702	707
Haut-Rhin	37	»	24	5	24	73	20	45	34	17
Bas-Rhin	1	»	1	1	»	15	6	8	7	7
Moselle	11	4	3	9	1	17	8	5	14	1
Totaux géné-raux	3.950	1.180	1.693	2.434	708	4.878	2.697	1.446	3.757	732
Soit 79 %					Soit 91 %					

TABEAU n° 26 — Établissements industriels sinistrés employant au moins dix personnes

Départements	SITUATION EN 1914		SITUATION AU 1 ^{er} JANVIER 1923				Par rapport à 1914 %
	Nombre d'établissements sinistrés	Personnel employé en 1914	Nombre d'établissements remis en marche		Nombre d'ouvriers employés		
			partiellement	totale ment	à la recons titution	à l'ex-ploitation	
Aisne.	2.897	80.699	803	1.117	5.681	41.557	51
Ardennes	1.722	57.677	751	515	2.145	32.996	57
Marne	911	26.947	336	226	1.224	14.400	53
Meurthe-et-Moselle	289	81.291	82	188	6.029	50.154	61
Meuse	128	12.832	62	55	560	8.896	69
Nord (2)	3.147	369.748	1.002	1.983	14.877	288.931	78
Oise	233	20.053	43	163	3.787	11.373	56
Pas-de-Calais (2)	648	32.066	84	170	3.160	20.432	64
Somme	1.251	53.744	322	549	1.794	24.628	45
Vosges	101	19.523	25	67	538	13.513	69
Totaux	11.327	754.580	3.510	5.033	39.795	506.880	67

NOTA. — Ce tableau comprend non seulement les usines détruites ou endommagées qui figurent au tableau n° 25, mais aussi les usines pillées ou dont le matériel industriel avait été endommagé; par contre, un certain nombre d'industriels n'ayant pas répondu en temps utile au questionnaire, il faut donc considérer que ces chiffres sont un peu inférieurs à la réalité.

(1) Dans ces chiffres et ceux du tableau 26 ci-après sont comprises les données afférentes à l'industrie sidérurgique et aux industries textiles.

(2) Non compris les mines.

TABLEAU n° 27 — Appareils à vapeur employés dans l'industrie (1)

Départements.	1913			1920		
	Nombre d'établissements	Nombre de machines en activité	Puissance en kilowatts	Nombre d'établissements	Nombre de machines en activité	Puissance en kilowatts
Nord	4.520	6 842	404.400	2.137	3.114	214.166
Pas-de-Calais	1.432	3.320	192.600	227	1.598	245.327
Somme	959	1.698	22.000	656	936	20.376
Oise	1.232	1.796	34.000	1.027	1.489	24.280
Aisne	1.324	2.202	32.300	231	166	2.282
Marne	714	848	35.900	426	466	21.921
Ardenne	764	1.105	46.200	220	334	23.917
Meuse	304	397	18.000	204	255	14.855
Meurthe-et-Moselle	550	1.512	204.200	427	960	197.355
Vosges	630	830	81.100	570	921	9.590
Totaux	12.429	20.550	1.070.700	6.125	10.239	774.069
France entière	63.113	81.740	2.600.000	55.073	69.883	3.043.742
Proportion % pour les départements envahis	19,7	25,1	41,1	11,1	14,6	25,4

Soit, pour la zone des régions libérées, une proportion de 72,3 % du chiffre d'avant-guerre (puissance en kilowatts).

LOGEMENTS OUVRIERS (PROPRIÉTÉ PATRONALE)

Les chiffres officiels de reconstitution au 1^{er} octobre 1922 sont les suivants :

TABLEAU n° 28

	Terminées		En construction		A prévoir	
	En bois	En matériaux durs	En bois	En matériaux durs	En bois	En matériaux durs
Aisne	221	2.689	»	412	»	5.934
Ardenne	75	1.385	»	306	»	1.250
Marne	178	1.047	»	488	»	150
Meurthe-et-Moselle	30	7.879	»	218	»	601
Meuse	19	170	»	6	742	39
Nord	2.592	13.233	152	2.444	»	11.399
Oise	75	359	»	77	»	1.000
Pas-de-Calais	404	755	»	500	»	1.700
Somme	»	621	»	50	»	2.259
Vosges	»	44	»	10	»	36
Totaux	3.594	28.182	152	4.461	742	24.368

Ce document ne donne que les reconstructions suivies par les services officiels des régions libérées, mais, à ces chiffres, il faut ajouter les nouvelles reconstructions des compagnies houillères, des groupements de l'industrie sidérurgique, des compagnies de chemins de fer, des sociétés d'habitation à bon marché, etc.

Pour l'ensemble de la zone minière dévastée du Nord et du Pas-de-Calais,

(1) Non compris les appareils des chemins de fer, tramways, automobiles, bateaux.
(2) Dernier document officiel publié.

on évaluait qu'il existait 33.700 logements ouvriers (propriété patronale), dont plus de moitié furent complètement détruits et les autres endommagés; aujourd'hui, ils sont déjà en grande partie reconstruits ou réparés.

A eux seuls, les charbonnages du Pas-de-Calais possédaient, avant-guerre, 23.423 logements ouvriers; 4.229 furent endommagés, 18.804 détruits ou gravement endommagés. Au 1^{er} juin 1922, 3.925 étaient réparés, 9.846 reconstruits et, en outre, 3.322 dans les nouvelles cités récemment créées.

Si les pertes d'hommes, les évacuations, l'abandon du métier par de nombreux réfugiés ont considérablement réduit l'ancien effectif des populations minières de la région du Nord (et dans un rapport d'ingénieur, nous trouvons une évaluation d'environ 20 %), d'autre part, il faut tenir compte que la mise en application des lois d'avril et juin 1919 sur la durée du travail a fait baisser le rendement individuel, et, de 730 kg. en 1913, ce rendement est tombé à 530 kg. en 1921, soit une diminution de 27,3 % (mines de Courrières).

Dans la partie non sinistrée du bassin houiller, on constate que le rendement moyen individuel qui était de 754 kg. avant-guerre n'est plus aujourd'hui que de 540 kg., soit une diminution de 29 %.

Pour obtenir leur production d'avant-guerre, les houillères devront donc disposer d'effectifs de beaucoup supérieurs à ceux qu'elles employaient au début de 1914.

A cette époque, le personnel des bassins houillers du Nord et du Pas-de-Calais comprenait 130.700 ouvriers. Pour pallier à l'abaissement du rendement, il faut donc envisager un effectif supplémentaire d'au moins 35.000 unités, ce qui nécessite forcément un supplément de constructions.

En outre, la destruction des villages de la zone minière rend également nécessaire des regroupements à proximité des mines et, de ce fait, il faut envisager la construction d'un assez grand nombre de nouvelles cités ouvrières.

Les mines de Lens, qui possédaient 7.500 maisons ouvrières, devront en reconstruire 14.000 à 15.000; Liévin devra passer de 4.300 à 8.000 ou 9.000; Courrières, de 6.000 à 12.000 ou 13.000, etc.

De son côté, la Compagnie des Chemins de fer du Nord s'est vue dans la nécessité de faire construire 10.958 nouveaux logements pour assurer, au début de la reconstitution, le séjour de ses employés dans les localités détruites. Il en est de même pour la Compagnie de l'Est et les grands établissements industriels. Après achèvement des travaux en cours, le nombre de reconstructions de logements ouvriers (propriété patronale) dépassera donc de beaucoup celui des logements existants en 1914.

8° LA RECONSTITUTION DES MINES

Les mines qui existaient dans la région envahie et bombardée se répartissaient en deux groupes principaux :

1° Le bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais;

2° Les mines de fer et de sel de la Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, et quelques exploitations moins importantes d'ardoisières, etc.

Dans un rapide coup d'œil, nous allons essayer de vous présenter la destruction de cette fraction importante de notre patrimoine national et la situation actuelle de la reconstitution.

HOUILLÈRES DU NORD ET DU PAS-DE-CALAIS

Le bassin houiller du Nord de la France produisait avant-guerre plus de 75 % de la production houillère totale du pays, dont 50 % dans la zone dévastée.

TABLEAU n° 29 — Production française de combustibles minéraux (houille et lignite) (1)

	1911	1912	1913	1919	1920	1921
Mines du Nord et du Pas-de-Calais (sinistrées)	»	»	18.662.567	585.861	2.447.953	5.365.712
Mines du Pas-de-Calais (non sinistrées)	26.139.948	27.730.000	8.727.780	7.297.139	7.300.648	8.263.526
Région de Nancy	»	»	»	»	»	102.246
1 ^{er} Total	26.139.948	27.730.000	27.390.347	7.883.000	9.748.600	13.731.484 (a)
Autres départements	13.090.052	13.415.000	13.433.633	12.047.000	12.357.703	11.625.083
2 ^e Total	39.230.000	41.145.000	40.844.000 (b)	19.930.000	22.106.304	25.356.567
Bassin de Strasbourg (Moselle)	»	»	»	2.511.000	3.168.000	3.621.928 (c)
3 ^e Total	»	»	»	22.441.000	25.274.304	28.978.495 (d)
Bassin de la Sarre	»	»	»	8.891.000	9.410.696	9.574.484

(a) En 1922 la moyenne mensuelle des derniers mois atteint environ 1.365.000 tonnes avec un personnel à peu près de même importance qu'en 1921, soit 60 % de 1913.
(b) Tombée à 19.533.000 tonnes en 1915.
(c) En 1913 : 3.796.000.
(d) Dans l'ensemble (le coke étant réduit en houille) les disponibilités totales offertes au pays se sont élevées, en 1921, à 49 millions de tonnes contre 75 millions représentant les besoins normaux après reconstitution des usines sinistrées (Rapport 17 mai 1922 du Comité central des houillères de France).

(1) La production mondiale actuelle est évaluée à environ 1.300.000.000 de tonnes.

D'après un document publié en 1913 par la *Dresdner Bank Berlin* : « Les Forces économiques de l'Allemagne », nous relevons :

Production et consommation	1885	1910	Accroissement
	milliers de tonnes	milliers de tonnes	%
Production :			
Allemagne	73.675	222.375	201,8
Grande-Bretagne	161.909	268.677	65,9
France	19.511	38.350	96,6
États-Unis	100.843	455.042	351,2
Production mondiale	413.000	1.152.000	178,9
Soit pour l'Allemagne	17,8 %	19,3 %	
Consommation par tête d'habitant	tonnes	tonnes	
Allemagne	1,50	3,25	116,7
Grande-Bretagne	3,63	4,07	12,1
France	0,79	1,41	78,5
États-Unis	1,76	4,78	171,6

La durée d'exploitation des gisements était évaluée à plus de 1.000 ans en Allemagne, 300 en Grande-Bretagne, 500 en France.

TABLEAU n° 30 — Personnel ouvrier employé

	1911	1912	1913	1919	1920	1921
Mines du Nord et du Pas-de-Calais (sinistrées)	»	»	34 044 56.538	13.781	45.850	69.085
Mines du Pas de Calais (non sinistrées)	123.698	127.729	40.101	48.947	56.358	57.077
Région de Nancy	»	»	»	»	»	1.411
1 ^{er} Total	123.698	127.729	130.703	62.732	102.208	127.573 (a)
Autres départements	76.514	74.616	72.505	110.500	104.992	87.794
2 ^e Total	200.212	202.345	203.208	173.232	207.200	215.367
Bassin de Strasbourg (Moselle)	»	»	»	13.931	17.268	24.557
3 ^e Total	»	»	»	187.163	224.468	239.924
Bassin de la Sarre	»	»	»	»	»	72.371

(a) Au 31 octobre 1922 on ne comptait plus que 119.236 ouvriers, car beaucoup d'entre eux quittent la mine pour les chantiers de la reconstitution où les salaires sont plus élevés et où la durée du travail n'est pas aussi strictement limitée que dans les mines

Les charbonnages du Nord et du Pas-de-Calais, les plus riches et les plus puissants de France, se sont trouvés pour la plupart dans la zone des opérations militaires pendant toute la durée de la guerre.

Les houillères non envahies du département du Nord comprennent 22 concessions toutes situées dans le bassin houiller de Valenciennes. Sur ce nombre, 18 sont en activité ou en voie de reconstitution et 4 encore inexploitées.

Dans le département du Pas-de-Calais, on compte 27 concessions : 15 dans la zone non envahie (11 en activité, 4 inactives) et 12 dans la zone envahie.

Il n'est pas inutile de rappeler comment l'ennemi a successivement abattu par la mine et « suivant un plan savamment préparé, les chevalements et « les bâtiments d'extraction, travail qu'il compléta par la destruction totale « de la machinerie que l'avance victorieuse de nos troupes ne lui laissa pas « le loisir d'emporter (1) ».

Au cours de cette guerre, 103 sièges d'extraction comprenant 212 puits de 230 à 704 mètres de profondeur ont été plus ou moins systématiquement détruits; en outre, 23 sièges non envahis ont eu à souffrir plus ou moins dans leurs installations de surface. Presque toutes les machines, représentant une puissance totale de 380.000 HP, ont été détruites ou mises hors de service, sauf deux machines d'entretien peu puissantes aux mines d'Anzin. Les lavoirs, usines d'agglomération, fours à coke, furent plus ou moins démolis; les 800 kilomètres de chemin de fer minier rendus inutilisables; plus de 30.000 logements ouvriers détruits ou endommagés.

Pour les travaux de fond, les dégâts ont été encore plus importants; sur 212 puits, 140 furent dynamités. Les galeries souterraines privées d'entretien ou noyées se sont effondrées peu à peu et l'on évaluait à 3.000 kilo-

(1) Procès-verbal de la séance du 21 mars 1921 de la Société des Ingénieurs de France.

mètres la longueur des galeries à réparer ou à rétablir. Les installations détruites représentaient en 1914 une valeur de 975 millions.

La capacité de production des mines sinistrées était de 21 millions de tonnes par an (dont 18,5 pour les mines envahies); c'était la moitié de la production totale des houillères françaises (1).

Dans le magistral exposé, du 9 janvier 1920, sur la destruction du bassin houiller du Nord et du Pas-de-Calais, par M. Gruner, l'éminent et distingué vice-président de la Société de Statistique et président de la Société des Ingénieurs de France, nous trouvons encore les preuves irrécusables de la destruction voulue et systématique « d'installations dont *aucune nécessité* « *militaire* ne justifiait la destruction, mais dont l'anéantissement n'était « poursuivi que pour satisfaire à une volonté de suprématie mondiale :

« *Le 6 octobre 1918*, tous les puits des diverses compagnies du Nord, « depuis ceux de l'Escarpelle à la porte de Douai, en passant par Aniche, « jusqu'aux puits de la Compagnie d'Anzin, à cheval sur la frontière belge, « étaient en production; les criblages et lavoirs fonctionnaient, les locomotives traînaient, sur des voies intactes, de longs trains de charbon et de munitions.

« *Le 12 octobre*, il ne restait plus une cheminée debout dans aucune des « concessions houillères du Nord et du Pas-de-Calais; quelques chevalements « surgissaient encore au-dessus des ruines des bâtiments de machines en « ruine, des batteries de chaudières éventrées, des estacades chavirées, des « triages et criblages effondrés...

« ... malgré l'affolement bien excusable d'une évacuation subite des « armées allemandes, l'œuvre de destruction n'a rien laissé à désirer. Le « 12 octobre, dans les régions où il n'avait pas été tiré un coup de canon — « dont les troupes combattantes sont restées éloignées de 30 à 40 kilomètres « — il ne restait intact pas une machine d'extraction, pas un compresseur, « pas un ventilateur. Il ne restait debout pas une cheminée. La destruction « était absolue... 220 fosses étaient rendues inutilisables pour plusieurs « années..., une production de 20 millions de tonnes, qui croissait de plus « d'un million de tonnes par an, qui eût dépassé 26, peut-être 28 millions « de tonnes en 1920, est anéantie... une population de 100.000 ouvriers est « sans asile... etc. »

Dès la libération de ces territoires et après un travail intense de déblaiement et de préparation, il a été procédé d'urgence aux mesures conservatoires et au rétablissement des voies ferrées, des voies de communication et des ouvrages d'art. Dès le commencement de 1921 : 688 kilomètres sur 800 de voies ferrées étaient rétablis et il ne restait que 21 ouvrages d'art provi-

(1) Les notes ci-dessus concernant les houillères sont extraites de documents du Ministère des Travaux publics, du Comité central des Houillères et des rapports de M. P. Guerre, ingénieur en chef du Service du fond des Mines de Courrières (mars 1921), MM. Lepercq, Menj, Georges, ingénieurs des mines (1919), M. Stouvenot, ingénieur en chef des mines (1920) et de sa conférence du 26 février 1922 sur l'état d'avancement de la reconstitution des charbonnages.

soires à remplacer; actuellement toutes les voies nécessaires à l'exploitation et à la reconstitution sont achevées.

A lui seul, le déblaiement a coûté près de 116 millions, sur lesquels il y a lieu de déduire 25 millions de matériaux récupérés et utilisables.

Cent quatre-vingt-quatorze puits étaient munis de chevalements et, sur ce nombre, 4 seulement étaient restés intacts. Au 1^{er} janvier 1922, 17 seulement restaient à construire.

A la même date, 189 puits étaient pourvus de nouvelles machines représentant une puissance totale de 58.000 HP.

Fin 1921, on avait extrait environ 47 millions de mètres cubes d'eau sur un total de 95 à 110 millions à extraire et, en 1922, les opérations de dénoyage ont été activement poussées, mais, dans quelques puits, elles sont encore loin d'être achevées.

Parallèlement à ces travaux, le rétablissement de l'énergie électrique, la reconstitution des ventilateurs, des compresseurs, étaient exécutés pour permettre, au fur et à mesure du dénoyage des puits, de commencer la reconstitution du fond (3.160 kilomètres de galeries ébouées et 2.160 kilomètres noyées).

Dans l'ensemble, les travaux d'extraction vont être complètement repris en 1923, sauf dans quelques puits du Pas-de-Calais, pour lesquels on évalue encore plus de deux années de travaux de reconstitution; mais le niveau de production d'avant-guerre ne sera pas atteint avant plusieurs années.

Au début de l'année 1922, les dépenses de réfection des charbonnages s'élevaient approximativement à 2.223 millions, savoir :

TABLEAU n° 31

	Dépenses payées (millions)	
	Par l'État	Par les Compagnies
Déblaiement (déduction faite des matériaux récupérés).	91	»
Dénoyage	145	»
Reconstitution	1.050	937
	1.286	937
	— 2.223	

Fin 1922, les dépenses engagées dépassent 2.500 millions.

Le personnel employé était :

En 1913, pour les mines sinistrées du Nord : 34.044; Pas-de-Calais : 56.558.

Fin 1921, Nord, 32.368 ouvriers; Pas-de-Calais : 20.521;

Fin décembre 1922, Nord : 36.234; Pas-de-Calais : 37.323 (non compris le personnel employé à la reconstitution).

TABLEAU n° 32 — Situation des mines sinistrées

Départements	Compagnies houillères	Avant guerre			Début de la reprise de l'extraction	Extraction nette en novembre 1922	Comparaison avec 1913
		Nombre de sièges	Puits	Production mensuelle moyenne			
				Tonnes		Tonnes	%
Nord	Crespin	2	3	6.019	Mai 1919	5.790	69
	Thivencelles	2	4	14.807	Mars 1919	10 150	
	Vicoigne	2	4	8 176	Septembre 1919	4 590	
	Anzin	20	49	253 470	Janvier 1919	175 467	
	Douchy	3	9	29 615	Juin 1919	12 504	
	Flines-les-Raches . .	2	2	10 335	Février 1919	136 227	
	Aniche	12	27	174 407	Février 1919		
	Azincourt	1	3	7.552	Août 1919	4 190	
	Escarpelle	7	11	62 523	Janvier 1920	40 375	
	Pas-de-Calais	Ostricourt	4	6	58 963	Avril 1919	
Dourges		5	10	110 982	Avril 1920	55.356	
Carvin		1	3	22.132	Août 1921	3.978	
Courrières		10	21	249 820	Octobre 1920	116.611	
Drocourt		3	5	51 255	Septembre 1921	2 385	
Meurchin		4	7	39 215	Octobre 1920	73 904	
Lens		16	30	299 017	Octobre 1920		
Liévin		7	14	156.677	Septembre 1921	13 901	
Vimy		1	2	»	»	»	
Béthune		1	2	»	»	»	
Moyenne générale.							*47

MINES DE FER

La partie envahie du département de la Meurthe-et-Moselle comprenait 18 concessions de mines de fer en exploitation et une en préparation dans le bassin de Briey, 15 dans le bassin de Longwy et 4 minières de peu d'importance, sur un ensemble de 44 concessions. Sur l'ensemble de ces exploitations, 6 avaient des participations allemandes assez fortes, dont 2 situées dans le bassin de Longwy étaient la propriété exclusive de maisons ennemies, mais une seule était contrôlée par l'industrie allemande.

A la déclaration de guerre, l'ensemble mines et usines s'arrête, puis, après la stabilisation du front, les Allemands organisent l'exploitation sous la direction d'administrations qui, à partir de 1917, prennent le caractère de plus en plus militaire, ce qui permet parallèlement l'organisation méthodique et scientifique du pillage et de la destruction. En ce qui concerne ces mines, les Allemands ont démonté et emporté tout ce qui pouvait leur servir immédiatement. Pour les usines métallurgiques de cette région, le pillage fut poussé beaucoup plus loin; toutes les machines utilisables ont été enlevées et nombre d'ateliers rasés complètement. En résumé, les Allemands ont mené la guerre à l'industrie parallèlement à la guerre sur le champ de

bataille; ils supprimaient la concurrence par la destruction des concurrents; par contre, ils conservaient les mines, parce qu'elles renferment des matières premières non renouvelables qu'ils comptaient s'approprier.

L'ennemi a occupé, dès les premiers jours d'août 1914 et jusqu'à l'armistice, la totalité de la partie du gisement de minerai de fer de Meurthe-et-Moselle qui constitue les bassins de Briey et de Longwy.

Le bassin de Briey s'étend sur la partie du gisement dont l'exploitation est la plus récente, mais il est en même temps celui dont le minerai était en moyenne le plus riche et dont l'importance était la plus grande. A lui seul, le bassin de Briey produisait, en effet, avant la guerre, cinq fois plus que le bassin de Longwy, qui vient ensuite par ordre d'importance.

Les mines de fer des *bassins de Briey et de Longwy*, qui constituent l'agglomération principale de l'exploitation du minerai de fer en France, occupaient en 1913 un personnel total de 15.545 ouvriers, pour une production de 18.062.000 tonnes (15.104.000 Briey; 2.958.000 Longwy); en 1921, la production n'était encore que de 4.739.757 (4.072.081 Briey; 667.676 Longwy) avec un personnel de 5.821 ouvriers donnant un rendement moyen de 1.423 tonnes (Briey), 1.305 (Longwy) par ouvrier du fond et respectivement 987 et 791 par ouvrier du fond et du jour.

Ce bassin comprend 70 concessions, dont 28 étaient en exploitation ou en voie de reconstitution en 1921 (1).

Dans la *partie non envahie du département de Meurthe-et-Moselle*, l'extraction dans les mines de fer a été suspendue pendant quelques mois après la déclaration de guerre et les fréquents bombardements par canons à longue portée ou par avions ne permirent pas une exploitation normale.

Dans ce dernier bassin, il existait, au 1^{er} janvier 1922, 44 concessions, dont 14 faisaient l'objet de travaux d'exploitation et 3 de travaux de réparation et d'entretien (1).

A l'armistice, nous retrouvons les bassins de Briey et de Longwy dans un état général de destruction et d'abandon, bien que l'ennemi ait profité de l'occupation pour maintenir une activité ralentie dans les quelques mines les plus faciles à exploiter. Dans beaucoup de cas, les installations fixes de surface avaient été sauvagement dynamitées. Tout ce qui pouvait être enlevé comme matériel de chaudières, canalisations, robinetteries, avait été emporté.

En ce qui concerne les travaux des mines, certaines étant complètement envahies par l'eau et celles où l'on pouvait reprendre de suite le travail étaient dans un état de mauvais entretien qui rendait les réparations urgentes, avant qu'une exploitation normale pût y être reprise. Il faut ajouter à cela d'autres motifs qui ont retardé la remise en état du bassin.

C'est d'abord la question de la main-d'œuvre. On sait qu'en raison de la stagnation de notre natalité et de l'insuffisance de notre main-d'œuvre, il avait été nécessaire de faire largement appel à l'étranger pour trouver les ouvriers nécessaires à l'extraction du minerai. Une importante colonie ita-

(1) Rapports de MM. F. Leprince-Ringuet et Crussard, ingénieurs en chef des mines (période 1914-1921).

lienne avait été ainsi constituée en Meurthe-et-Moselle avant la guerre. Elle a été naturellement dispersée dès le mois d'août 1914 et son retour n'a pu normalement reprendre dès 1919, pour divers motifs dont le principal tient aux négociations poursuivies entre les gouvernements français et italien pour régler le statut des ouvriers émigrant en France et assurer dans ses grandes lignes l'égalité complète des traitements avec la main-d'œuvre autochtone aux ouvriers originaires de France ou d'Italie émigrant dans l'un de ces deux pays.

Tant que ces pourparlers se sont poursuivis, le gouvernement italien n'a autorisé l'émigration de ses sujets qu'à titre purement exceptionnel.

D'autre part, comme toutes les installations de surface et cités ouvrières construites par les exploitants avaient été détruites, il n'y avait donc plus aucun moyen d'exploitation et il fallait reconstruire ceux-ci avant de songer à faire venir du personnel.

Nous ajouterons que, comme les autres industries, les mines de fer ont eu à souffrir en 1919 et au début de 1920 de la pénurie de combustibles qui les a privées d'une partie de la force motrice nécessaire à la réfection des galeries et des puits.

La production des mines sinistrées avait été en 1913 de 17.712.000 tonnes (la production totale de la France pour la même année étant de 21.918.000 tonnes). Les travaux d'exploitation avaient encore été intensifiés pendant les premiers mois de 1914 et, d'après ces résultats, il était à prévoir que la production des mines sinistrées eût dépassé de plus d'un million de tonnes la production de 1913.

La progression de production des mines sinistrées est la suivante :

	Tonnes	
Production de 1913	17.712.000	
— de 1919	791.000	4,5 %
— de 1920	4.133.000	23,3 —
— de 1921	4.823.000	27,2 —
— de 1922 (11 premiers mois)	7.763.000	47,8 —

Le progrès aurait pu se faire beaucoup plus rapidement si, par suite de la crise économique qui sévit depuis le milieu de 1920, les besoins de minerai de fer n'avaient diminué, tant en France qu'à l'étranger, et obligé les mines de fer en reconstitution à ralentir la remise en état de leurs chantiers, faute de trouver un écoulement suffisant à leur production.

La production française (continentale) du minerai de fer se répartit comme suit :

TABLEAU n° 33

Années	Nombre d'ouvriers	Production totale annuelle (tonnes)	Détail de la production			
			Briey-Longwy	Nancy	Autres départements	Metz-Thionville (production) (ouvriers)
1911.	22.674	16.639.426	13.003.000	2.041.000	1.585.426	(1)
1912. . .	22.360	19.160.407	17.370.858		1.789.549	»
1913. . .	25.537	21.917.870	19.978.937		1.938.933	»
1919. . .	19.558	9.412.786	1.504.552		778.234	7.130.000 6.742
1920. . .	23.145	13.871.187	4.181.229	816.201	728.768	8.074.989 10.013
1921. . .	17.508	14.117.706	4.823.096	605.684	862.252	7.826.674 8.974

(2)

Fin 1922, la production *mensuelle* totale dépasse 2.000.000 de tonnes avec un personnel de 24.000 ouvriers. Pour les bassins Briey-Longwy-Nancy, elle atteint en moyenne 950.000 tonnes soit 65 % de la production d'avant-guerre. Pour le bassin Metz-Thionville, plus de 1.100.000 tonnes.

MINES DE SEL

Les mines de sel de la vallée du Sanon et les salines de la vallée de la Meurthe avoisinant Dombasle, qui se répartissaient en 22 concessions, se sont trouvées dans la zone des durs combats d'août et de septembre 1914, mais néanmoins elles ont moins souffert que les exploitations de Rosières-Varangéville qui ont subi les bombardements des 1^{er} et 2 juillet 1918.

En 1913, le département de Meurthe-et-Moselle, où l'on comptait 17 mines en activité et qui constitue le principal centre de l'exploitation du sel, avait produit 116.000 tonnes de sel brut et 180.000 tonnes de sel raffiné; son gisement avait en outre fourni aux trois soudières du département 160.000 m³ d'eaux salées contenant en dissolution 494.000 tonnes de sel (3)

En 1921, ces mines ont produit :

Sel raffiné.	96 985 tonnes, contre 117.914 en 1920 (658 ouvriers)
Sel gemme	37.194 — 87 837 — (86 —)
Carbonate de soude.	253.091 — 266 331 — (2.998 —)

(1) En 1913, le bassin Metz-Thionville produisait 21.135.000 tonnes avec un personnel de 17.700 ouvriers, mais une fraction seulement appartient au département de la Moselle.

(2) D'après un document publié en 1913 par le *Dresdner Bank Berlin* « Les Forces économiques de l'Allemagne », on évaluait les couches exploitées :

Pays	Millions de tonnes	
	Minerai	Fer métallique
Allemagne (Luxembourg inclus)	3.878	1.360
Grande-Bretagne	1.300	455
France.	3.300	1.140
Europe entière	12.032	4.733
Amérique	9.855	5.154
Asie, Afrique, Océanie.	521	305
Monde entier	22.408	10.192
Part de l'Allemagne dans les gisements de l'Europe	32,2 %	28,7 %
Part de l'Allemagne dans les gisements du monde	17,3 —	13,3 —

(3) Rapports de MM. F. Leprince-Ringuet et Crussard, ingénieurs en chef des mines (période 1914-1921) et documents statistiques du Ministère des Travaux publics.

9° SITUATION D'ENSEMBLE
**TABLEAU n° 34. — Opérations des Commissions cantonales des dommages de guerre (indemnités mobilières, immobilières
 frais supplémentaires, etc...), au 1^{er} octobre 1922.**

DÉPARTEMENTS	DEMANDES				DÉCISIONS RENDUES					
	Nombre	Perte subie	Indemnité totale	Nombre	Proportion %	Indemnités demandées		Indemnités accordées		
						Perte subie	Indemnité totale	Perte subie	Proportion %	Indemnité totale
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Nord	1 038 069	41 592 363 303	35 510 933 480	825 583	78,0 (2)	4 335 170 633	14 490 139 401	3 035 141 938	70,4 (3)	40 707 740 724
Pas de-Calais	323 118	5 096 193 967	19 435 603 951	232 427	78,1	2 371 188 046	9 093 609 240	1 620 540 637	68,3	6 049 169 830
Somme	208 203	3 093 754 499	9 369 740 703	164 408	78,9	1 687 822 169	5 478 228 391	1 437 896 793	68,6	3 788 815 134
Oise	104 079	1 431 941 731	3 411 296 188	81 483	78,3	687 637 373	1 865 310 627	416 292 976	64,4	1 208 063 797
Aisne	408 151	6 333 492 569	17 860 557 472	332 692	81,5	3 725 630 400	11 003 224 462	2 646 410 432	71,0	8 263 370 050
Ardennes	246 938	2 686 791 860	8 262 578 901	222 790	90,4	1 853 499 929	5 922 149 483	1 343 868 457	72,3	3 945 874 351
Marne	220 861	2 620 005 808	8 775 302 189	195 733	88,7	1 670 998 810	5 732 674 367	1 492 432 963	71,3	3 990 905 727
Meuse	130 899	1 547 874 923	5 402 873 968	116 728	89,1	1 139 987 321	4 118 620 792	831 089 896	72,9	3 029 266 826
Meurthe-et-Moselle	184 182	2 147 237 367	7 225 637 086	175 215	95,1	1 217 464 322	4 039 003 114	871 313 113	71,5	2 866 393 447
Vosges	53 230	262 431 090	773 729 708	50 546	95,0	198 699 519	516 147 835	134 645 895	67,7	394 733 237
TOTAUX	2 937 730 (5)	36 535 167 107	116 068 833 646	2 348 282 (1)	82,3 (7)	17 968 603 049	59 344 523 019	12 765 693 555	70,4 (4)	42 636 969 498
				69 323		808 493 535	2 931 584 713	503 607 605		1 729 358 258
				2 417 603		18 837 098 604	62 279 107 732	13 269 303 160		44 366 327 756
						Soit 51,6 % (6)(7)	Soit 33,7 % (6)(7)			

(1) Le premier chiffre concerne les décisions de conciliation, le second les décisions de non conciliation.
 (2) Du nombre de demandes
 (3) Des indemnités correspondantes demandées col. 7 et 8.
 (4) Soit un abatement de 30 % sur le chiffre demandé.
 (5) Nous avons tout lieu de croire que dans ce nombre existent un assez grand nombre de dossiers formant double emploi.
 (6) Du chiffre demandé
 (7) Au 1^{er} janvier 1923 : Col. 6 = 88 % — Col. 7 = 58,5 % — Col. 8 = 61,3 %.

TABEAU n° 35 — Titres de créance établis depuis l'origine jusqu'au 30 novembre 1920

SÉRIES	Lettres des séries	Nombre de titres	Montant
<i>Meubles reconstitution</i> (art. 43, loi du 17 avril 1919)			
Perte subie (art. 13 § 1 et 47).....	A	1.974.614	18.106.403.322,84
Perte subie (biens n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domes- tique) art. 13 § 2 et 44, § 5.....	B		
Frais supplémentaires	E		
<i>Immeubles-emploi</i> (bâti et non bâti) (art. 43, loi du 17 avril 1919)			
Perte subie (art. 43 § 1 et 47).....	C	58.607	24.481.533.209,14
Perte subie (maisons de plaisance) art. 43 § 1 et 47)	D		
Frais supplémentaires (art. 43 § 2).....	F		
Dépréciation pour vétusté (somme allouée en toute propriété) art. 5 § 4 et 43 § 1.....	G		
Prélèvements en espèces (amendes et contributions de guerre imposées par l'ennemi) (§ 5 de l'art. 43 loi du 17 avril 1919).....	H	134.169	56 919.706,72
Dommages immobiliers, en cas de non-emploi ou de non-réinvestissement (§ 1 art. 8 loi du 17 avril 1919), perte subie (y compris destructions de bois et forêts).....	I	53.112	170.369.827,33
Maisons de plaisance, en cas de non-emploi ou de non-réinvestissement (§ 1 art. 8 loi 17 avril 1919), perte subie	J	34	45.833,38
Biens meubles, en cas de non-remplacement ou de non-réinvestissement, perte subie et indemnités pour logement de troupes, provisions de ménage, etc. (§ 2 art. 45 loi du 17 avril 1919).....	K	313.162	520.039.102,62
Biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domes- tique en cas de non-remplacement ou de non-réin- vestissement (§ 2 art. 45 loi du 17 avril 1919) perte subie.....	L	506	7.070.591,35
Dépréciation pour vétusté (ouverture d'avances) § 4 art. 5 et § 4 art. 43 loi 17 avril 1919.....	M	233	6.348.149,15
Total général.....		3.354.337 (1)	38.348.729.742,53

NOTA. — Les séries A, C, H, I, K produisent intérêts à 5 % l'an, depuis la date de privation de jouissance ou du 11 novembre 1918.

Ce rapide coup d'œil sur l'œuvre de reconstitution des régions libérées nous permet de mesurer l'effort accompli et d'avoir confiance en un rapide achèvement. Les évaluations de dommages de guerre sont à peu près terminées, la remise en état du sol et des cultures sera achevée cette année; l'année 1924 verra la fin des travaux de déblaiement et l'achèvement des réparations des voies de communication; 1925, la reconstitution intégrale de notre production minière, chaque jour s'accroît la reprise de la vie économique et de l'activité industrielle.

Sauf quelques travaux d'art et notamment la réparation des cathédrales et des joyaux d'art, comme par exemple l'hôtel de ville d'Arras, la cathédrale de Reims, etc., vers 1928, nous aurons reconstitué ce que la guerre nous avait détruit; mais notre situation financière sera obérée et l'effort de liquidation devra porter sur deux ou trois générations. Cette liquidation finan-

(1) Ces chiffres ne peuvent correspondre ni au nombre d'intéressés, ni au nombre de demandes de dommages de guerre.

cière et la réforme administrative ou plutôt la refonte complète de nos administrations et cadres communaux et départementaux, avec une large décentralisation régionale, sera l'œuvre indispensable de demain, car, nous pouvons le constater dans la reconstitution actuelle, les vieilles armatures administratives cèdent de toutes parts, on étouffe dans les cadres administratifs et les cloisons étanches.

*
**

Pour chiffrer d'une façon approximative notre impression sur l'avancement de l'œuvre de reconstitution, fin 1922, nous indiquons :

Travail de nettoyage, de désobusage, de déblaiement, etc.	75 %
Mise en culture et exploitation agricole	85 à 90
Reprise de la vie municipale et locale.	70 à 90
Voies ferrées (d'intérêt général et d'intérêt local)	95
Voies navigables.	98
Routes et chemins.	65
Propriétés bâties.	{ En nombre 60 à 65 En valeur. 40 à 45
Mines (en production)	
Charbonnages.	50 à 55
Mines de fer.	65
Grosse métallurgie.	{ Reconstitution. 65 Production 45
Autres établissements industriels	
	70 à 80 %

Sur le chiffre de 180 milliards dus par l'Allemagne celle-ci a versé environ 4 milliards, soit 2,2 %.

La France a déjà dépensé et payé de ses deniers 98 milliards, soit 54,4 %, et il reste approximativement à dépenser (en dehors des intérêts) 84 milliards; savoir :

	Dépenses payées (en milliards)	Évaluation des dépenses restant à payer (en milliards)
1° Dommages aux personnes (capital, valeur actuelle des pensions restant à payer) . . .	32,000	35,000
2° Indemnités et dommages aux biens (paiements aux sinistrés)	41,354	43,645
3° Intérêts payés aux sinistrés	1,200	1,800
4° Travaux et achats d'État	5,000	1,500
5° Voies de communication (les travaux de première urgence sont compris au § 4)	2,195	1,405
6° Réorganisation des services publics	2,150	150
7° Secours divers.	1,300	100
8° Frais d'administration	800	400
	86,000	84,000
9° Intérêts capitalisés des avances faites par la France pour le compte de l'Allemagne, environ.	12,000	»
	98,000	»

*
**

Nous ne pouvons mieux terminer cette longue causerie qu'en vous faisant partager la confiance de notre vice-président, M. Gruner (1).

« L'ennemi a beaucoup détruit : il a semé la ruine sur ses pas. Mais ce

(1) Discours du 9 janvier 1920 à la Société des Ingénieurs civils de France.

« qu'il n'a pas atteint, c'est la force morale de notre peuple. Il l'avait cru
« profondément gangrené. Il s'était leurré de l'espoir que les théories paci-
« fistes avaient énervé les arrière-petits-fils des volontaires de la République
« et des grognards de Napoléon.

« Le Germain a fait la dure expérience que les fils sont restés dignes des
« pères et que les lieutenants de Joffre, de Pétain, de Castelnau et de Foch
« ont été les dignes émules des officiers de la Grande Armée.

« Il verra avant peu que sur le terrain industriel il n'aura pas mieux
« réussi que sur le champ de bataille.

« L'énergie morale de notre peuple saura s'affirmer magnifiquement et
« la France industrielle sera, avant longtemps, plus riche et plus forte
« qu'elle ne l'a jamais été. »

Edmond MICHEL.